

Éphémérides G.L. – Semaine du 20 au 26 décembre 2010

RESUME : En RDC, l'actualité continue à être marquée par différents positionnements politiques par rapport aux élections de 2011. Le Secrétaire général du MLC, qui affirme que son parti déposera des candidatures à tous les niveaux de pouvoir, déclare que des alliances avec d'autres partis pourront intervenir ultérieurement ([RDC 10](#)), alors que l'U.N., dont le MLC est membre, a rencontré l'UDPS dans le cadre de la constitution d'un front commun ([RDC 16](#)). De son côté, l'UPC, parti de Thomas Lubanga dont le procès a lieu à La Haye, a déclaré faire alliance avec l'UNC de Vital Kamerhe ([RDC 12](#)), tandis que l'ex-Secrétaire général du CNDD a adhéré au PPRD de Kabila ([RDC 17](#)). Par ailleurs, la composition de la CENI fait toujours problème : le député Modeste Bahati, ancien questeur de l'Assemblée nationale qui vient de créer un nouveau parti, demande la révision de cet organe qui devrait intégrer des membres de la société civile ([RDC 11](#)), ce à quoi s'oppose le chef de l'ODR, Roger Lumbala ([RDC 13](#)). Enfin, un groupe de membres de l'UREC a déclaré exclure son chef, Oscar Kashala, candidat à la présidentielle de 2006 ([RDC 15](#)). On signalera aussi que le nombre de centres d'enrôlement au Nord Kivu sera également diminué comme cela a été le cas au Maniema ([RDC 14](#)).

Dans le domaine de la sécurité, la MONUSCO déclare avoir pris ses dispositions pour enrayer, pendant la période des fêtes de fin d'année, de possibles attaques des FDLR, de la LRA et des insurgés Enyele au Kivu, en Province Orientale et en Equateur ([RDC 1](#)). Par ailleurs, un rapport d'Human Rights Watch évoque l'enrôlement de jeunes par le CNDP, les FDLR et les Mai-Mai dans les deux provinces du Kivu ([RDC 2](#)). Au Sud Kivu, 50 officiers Mai-Mai se sont rendus aux FARDC en territoire de Fizi ([RDC 3](#)), tandis que dans le territoire de Shabunda, les populations se plaignent de l'exploitation illégale des minerais par les FARDC ([RDC 4](#)) et que des tracasseries seraient perpétrées par ces mêmes FARDC en territoire de Kabare ([RDC 6](#)). Au Nord Kivu, les FDLR ont attaqué un poste de police en territoire de Rutshuru, une attaque qui est cependant revendiquée par une milice congolaise ([RDC 5](#)). En Province Orientale, des négociations ont lieu entre Mai-Mai et FARDC autour du site minier d'Opienge ([RDC 7](#)). Enfin, en Equateur, où les rebelles Enyele sévissent avec des braconniers dans le territoire de Monkoto où ils se sont réfugiés ([RDC 9](#)), un rapport de l'ONG Synergie dénombre plus d'un millier de viols dans le Sud Ubangui en 2010 ([RDC 8](#)).

Dans le domaine de la justice et des droits humains, la Conférence internationale des barreaux de la francophonie apporte son soutien à l'avocat Firmin Yangambi, arrêté naguère pour organisation d'une

tentative de sédition et pour lequel ses collègues demandent un procès équitable ([RDC 18](#)). On signalera aussi qu'un journaliste, émettant depuis un station radiophonique à Uvira, est détenu dans le cadre d'une émission de commentaires sur le discours du président congolais ([RDC 19](#)). Enfin, le chef Mai-Mai nord-katangais, Gédéon Kyungu, a été condamné à mort par la cour militaire du Katanga ([RDC 20](#)).

Dans le domaine des relations extérieures, le porte-parole du gouvernement et ministre des Communications, Lambert Mende proteste vivement contre les déclarations de l'ambassadeur français des droits de l'homme qui avait déclaré que la situation de ces droits au Congo représentait un « naufrage » ([RDC 21](#)). Le même ministre déclare « injustifiée » la décision du président américain de supprimer la RDC de la liste des pays africains éligibles à un statut de partenaire commercial privilégié ([RDC 22](#)) ([RDC 23](#)). De son côté, l'Union européenne a octroyé une aide budgétaire de 50 millions d'euros pour le paiement des salaires des enseignants congolais ([RDC 24](#)).

Au Burundi, la commission électorale a remis son rapport sur les élections qui ont eu lieu cette année dans ce pays ([BUR 1](#)). Par ailleurs, l'organisation pour la lutte contre la corruption (OLUCOME) dénonce la passation d'un contrat illégal entre une firme américaine et le gouvernement ([BUR 2](#)).

En Ouganda, dans la foulée d'informations faisant état d'une attaque d'islamistes somaliens à l'approche des fêtes ([OUG 1](#)), une bombe a explosé dans un bus ougandais faisant route vers le Kenya ([OUG 2](#)) : le président Museveni a déclaré à ce propos que l'Ouganda ne retirera pas ses troupes de l'opération de paix en Somalie ([OUG 3](#)). Par ailleurs, le même président a menacé son principal adversaire aux élections qui a opté pour un comptage parallèle des voix et des résultats à ces élections ([OUG 4](#)).

Au Rwanda, le président Kagame a déclaré que le Rwanda ne permettra à personne à l'intérieur ou à l'extérieur du pays d'interférer avec les progrès enregistrés au Rwanda ([RWA 1](#)). Par ailleurs, le secrétaire général des FDLR a été mis en examen en France pour son rôle présumé dans le génocide de 1994 ([RWA 2](#)).

BURUNDI

Vie politique...

(BUR 1) BINUB – ABP – 22/12

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a présenté mardi au Parlement, le rapport général sur le processus électoral 2010. Cette activité a eu lieu en présence du président de la République du Burundi, M. Pierre Nkurunziza et d'autres grandes personnalités du pays, des représentants des missions diplomatiques et consulaires accréditées à Bujumbura, des représentants des organismes internationaux ainsi que des représentants des partis politiques.

Lire l'entièreté de l'article sous :

http://binub.turretdev.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1225&Itemid=1

(BUR 2) RFI – 25/12

L'ONG l'observatoire de la lutte contre la corruption (OLUCOME) a révélé vendredi 24 décembre 2010, l'existence d'un contrat de plus de 500 millions de dollars entre le gouvernement du Burundi et une entreprise américaine, signé en mars 2010 dans une totale « illégalité ». Ce contrat pour la fourniture de matériels de communication s'élève à 500 millions de dollars, une somme colossale qui dépasse les recettes de l'Etat en 2010.

L'organisation anticorruption dénonce toute une série de procédures illégales. Ce contrat de 500 millions de dollars a été passé de gré à gré en violation de la loi burundaise sur les marchés publics.

Il n'a pas fait l'objet d'un examen en Conseil des ministres. Le signataire du contrat n'est pas le ministre des Finances seul habilité à engager le pays financièrement, mais celui de la Planification.

Le ministre Tabu Abdallah Manirakis est devenu depuis conseiller principal du président Nkurunziza. L'opacité et le secret qui entourent cette affaire fait dire à l'observatoire de la lutte contre la corruption qu'il existe une gestion mafieuse au sommet de l'Etat.

Le contrat qui porte sur la fourniture de systèmes de communication pour la présidence, les provinces, l'armée et l'aéroport de Bujumbura était-il nécessaire ?

Le système de communication actuelle donnait satisfaction pour un pays pauvre comme le Burundi note un observateur. La date à laquelle a été signé le contrat avec la société américaine au mois de mars dernier suscite également des questions.

Signé trois mois avant la tenue des élections générales, le contrat a-t-il permis de financer la campagne du président burundais. Les militants anti-corruption soupçonnent le versement de commissions en contrepartie de concessions minières qui auraient été octroyées à la société américaine. Le Burundi dispose d'importants gisements de nickel.

UGANDA

Sécurité, Armée...

(UG 1) AFP – 20/12

La police ougandaise a reçu des informations faisant état de possibles attentats islamistes en Ouganda à l'approche des fêtes de fin d'année, a-t-on appris lundi de source officielle.

Les services de renseignement ougandais ont intercepté des "informations crédibles" sur des cellules qui se prépareraient à mener de nouveaux attentats dans le pays, a indiqué le chef de la police, le général Kale Kayihura. "À l'approche des fêtes de fin d'année, les principales menaces viennent d'Al-Qaïda, des shebab (insurgés islamistes somaliens) et de l'ADF (Forces démocratiques alliées, groupe rebelle de l'ouest du pays), il y a de fortes indications qu'ils vont nous attaquer", a déclaré le général Kayihura.

Le 11 juillet, des attentats à la bombe contre deux restaurants de la capitale Kampala qui retransmettaient la finale de la Coupe du monde de football avaient fait 76 morts. L'attaque avait été revendiquée par les insurgés somaliens shebab qui se revendiquent d'Al-Qaïda.

Les shebab contrôlent le centre-sud de la Somalie, face au gouvernement somalien dont l'autorité se limite à quelques quartiers de Mogadiscio et qui ne survit que grâce à la présence de 8.000 militaires ougandais et burundais d'une force de paix africaine (Amisom). En représailles à ce soutien, les shebab ont menacé à plusieurs reprises de mener des attentats en Ouganda et au Burundi.

"Nous allons publier des alertes de sécurité, afin que la population soit au courant de ces menaces pendant les fêtes", a ajouté le chef de la police ougandaise. "Nous sommes en contact avec nos collègues du Kenya et d'autres pays voisins", a-t-il expliqué, soulignant que "la meilleure solution face à ce type de menaces est la vigilance de la population (...)".

(OUG 2) Reuters – 21/12

Two people were killed on Monday when a bag exploded as it was about to be loaded onto a Kampala-bound bus in the Kenyan capital, an incident police said bore the hallmarks of a terrorist strike. Police said one of those dead was likely to have been one of a group of men who intended to load the bag, apparently containing an explosive device, onto the bus.

The second victim died in hospital where 26 people wounded by the blast were being treated, police said, but could not confirm local media reports that the death toll had risen to three, or that some suspects were shot dead by police officers.

The blast comes weeks after unidentified men killed three Kenyan policemen in two separate grenade and gun attacks in Nairobi on December 3.

Police said they were likely terrorist attacks and asked for help from the U.S. Federal Bureau of Investigation to track down the perpetrators. Police said another of the suspects behind Monday's blast at the bus station in downtown Nairobi was arrested nearby with two suitcases, which police had taken away for checks.

"We have anti-terrorist police investigating this crime, and we are not ruling out anything," police spokesman Eric Kiraithe told Reuters. "It was not a very large explosion, but there were many injured because it was an area where there were many travellers," Kiraithe said. Kiraithe said six men approached the bus, with some of the them carrying the bag, and a

tussle ensued after they resisted attempts to have their luggage searched. At this point, the men ran from the bus, and one of them dropped the bag which then exploded.

Read the entire story under :

<http://af.reuters.com/article/topNews/idAFJJOE6BK00X20101221?sp=true>

(OUG 3) AFP – 22/12

Le président ougandais Yoweri Museveni a affirmé mercredi que les "attentats terroristes" ne l'amèneront pas à retirer ses troupes de Somalie, deux jours après un attentat à la grenade à Nairobi au départ d'un autocar assurant la liaison avec Kampala.

La police kenyane a lié cet attentat qui a fait trois morts lundi, aux islamistes somaliens shebab.

"L'Ouganda ne cédera pas face aux actions terroristes", a déclaré le président ougandais, dans un communiqué où il a présenté ses condoléances aux victimes de l'attentat de Nairobi. "Après les explosions de bombes à Kampala lors de la Coupe du Monde, rappelle-t-il, les shebab ont cru à tort que les Ougandais abandonneraient leurs frères et soeurs somaliens. Le maintien des troupes ougandaises en Somalie a prouvé aux Somaliens qu'ils peuvent compter sur leur allié ougandais".

Vie politique...

(OUG 4) Reuters – 22/12

Ugandan President Yoweri Museveni, seeking a fourth term in office, will arrest his main opponent Kizza Besigye if he carries out his own vote count and announces the results, the presidency said on Wednesday.

Besigye said in October his party planned to hold a parallel count of the presidential election expected on Feb. 18, to put pressure on the government and the president to speed up electoral reforms. Besigye, leading an opposition coalition called Inter-Party Cooperation (IPC), plans to have agents at every polling station who will send results to a tallying centre. He reiterated on Dec. 6 while campaigning in eastern Uganda that he would announce his own results shortly after the polls close, local media reported.

The presidency said in a statement that Museveni, speaking to media on Tuesday in Jinja, eastern Uganda, had warned Besigye not to declare his own election results. "The president said Besigye should not think this is Ivory Coast or Kenya. He warned that Besigye will be taking a short-cut to Luzira (maximum security prison). Museveni said even he himself cannot declare his own election results."

Museveni has said the electoral commission is the only institution authorised to declare presidential election results. Museveni, in power since 1986, is facing a fierce challenge from Besigye, who has made deep inroads in the rural areas that are the president's traditional support base.

Besigye says he was cheated of victory in the last two elections, in 2001 and 2006, citing rulings by the Supreme Court that both polls had been marred by massive rigging and

intimidation of voters by the army. Besigye was arrested in November 2005 on rape and treason charges, shortly before he was nominated for the February 2006 elections, setting off days of civil unrest that paralysed the capital and spread across the country. He was later cleared of both charges.

IPC spokesman Margaret Wokuri told Reuters Museveni would have no legal basis to arrest Besigye. "What we'll be doing, and which our candidate has emphasized, is that we'll be announcing provisional results as relayed to us by our agents at all polling centres, and there's no law that bars us from doing that," she said.

Political analysts say Museveni fears that allowing Besigye to announce his own results could ignite protests if the numbers differ greatly from those of the electoral body.

RDC

Sécurité, Armée...

(RDC 1) Radio Okapi – 23/12

La question sécuritaire de la RDC pendant la période des fêtes de fin d'année a été évoquée, lors de la conférence de presse de la Monusco, tenue mercredi 22 décembre à son siège à Kinshasa. Le porte-parole militaire de cette mission, le lieutenant colonel Gaye a annoncé que les dispositions ont été prises pour barrer la route aux éléments de l'Armée de résistance du seigneur (LRA), dans la Province Orientale et aux Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) dans le Nord-Kivu. Des patrouilles de longue portée seront également organisées dans la partie Ouest du pays, notamment à l'Equateur, a-t-il ajouté.

Au cours de cette conférence de presse, le lieutenant colonel Gaye aussi a fait savoir que la situation sécuritaire était relativement calme dans le pays, en dépit de la tension dans le Nord-Kivu où sont enregistrés, ces derniers temps, des accrochages entre les FARDC et les éléments des FDLR. Il a déclaré notamment : « La Monusco est en train de lancer une opération appelée « *Usalama wa Huma* » pour protéger les populations de Luvungi et neutraliser les bandes des FDLR qui sillonnent dans la région »

Le lieutenant colonel Gaye a également annoncé le lancement, dans les prochains jours, d'une autre opération de grande envergure qui prendra en compte la zone de Ntoto et de Kenge, contre la dynamique des FDLR qui se développe. Des patrouilles maritimes dans l'Est de la RDC font également partie du mandat de la Monusco, celui de la protection des civils, a encore indiqué le porte-parole militaire.

A l'Ouest du pays, les zones les plus vulnérables à l'Equateur sont le fleuve Congo et la rivière Ubangi. Cette zone, a reconnu la même source, est le ventre mou du dispositif de la Monusco « parce que toutes les attaques des rebelles Enyele passaient par les voies d'eau ». « Nous avons un peu remodelé notre dispositif en mettant un accent particulier sur les patrouilles navales conjointes avec les FARDC sur le fleuve Congo et sur la rivière Ubangi », a ajouté le porte-parole militaire de la Monusco.

Par ailleurs, l'opération « Ituri Umbrella » n'est pas encore terminée, a reconnu le Lieutenant colonel Gaye, avant d'annoncer le lancement de la deuxième phase de cette opération dimanche 19 décembre. Cette opération, a-t-il indiqué, va se poursuivre durant au moins

quarante cinq jours, c'est-à-dire jusqu'à la mi-janvier 2011. Ce qui permettra de coiffer toute la période sensible des festivités de Noël, a conclu le lieutenant colonel Gaye.

- **Kivu**

(RDC 2) AFP – 20/12

Des officiers de l'armée issus d'un groupe rebelle, des milices locales et la rébellion hutu rwandaise enrôlent de force des centaines de garçons et jeunes hommes depuis septembre dans l'est de la RDC, a affirmé lundi Human Rights Watch. "Des dizaines de jeunes recrues ayant réussi à s'échapper, des enseignants, des dirigeants locaux et des agents de la protection de l'enfance" interrogés par Human Rights Watch (HRW) "ont décrit le recrutement forcé et illégal de plus de 1.000 jeunes hommes et garçons depuis septembre", dont "au moins 261" mineurs, écrit l'ONG dans un communiqué.

Selon HRW, les recrutements sont effectués dans le Nord et le Sud-Kivu par des officiers ex-rebelles du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), rallié à Kinshasa début 2009 et intégré à l'armée nationale, la rébellion hutu rwandaise des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et des milices congolaises Maï-Maï. Les jeunes sont enrôlés de force dans les écoles ou sur le chemin de l'école, chez eux ou dans les champs, et "ceux qui résistent risquent de graves représailles ou même la mort", affirme l'organisation.

Parmi les recruteurs Human Rights Watch cite le général Bosco Ntaganda, ancien chef d'état-major du CNDP, et des officiers qui lui sont proches. "Il est choquant qu'un individu recherché par la CPI puisse continuer de commettre exactement le même genre de crimes dont il est accusé", déclare Anneke Van Woudenberg, chercheuse à HRW et cité dans le communiqué.

L'ONG appelle le gouvernement congolais à "mettre un terme" à ces recrutements et "arrêter Ntaganda immédiatement, au lieu de se réfugier derrière le prétexte que cet homme serait indispensable au processus de paix".

Lire le communiqué d'HRW sous :

<http://www.hrw.org/fr/news/2010/12/20/rd-congo-des-officiers-de-l-arm-e-menant-des-actions-autonomes-et-des-rebelles-enr-1>

(RDC 3) ACP – 20/12

Cinq officiers Maï-Maï du groupe Alléluia Yakutumba se sont rendus à la force gouvernementale le week-end au chef-lieu du territoire de Fizi.

Ces Maï-Maï conduits par le chargé des opérations du groupe Alléluia, le lieutenant-colonel Kabatu Jean-Marc wa Nyengela ont été accueillis à l'Etat-major du 43è secteur opération Amani Leo basé à Fizi par le colonel Kibibi, commandant en second du 43è secteur. Ils ont déclaré être fatigués de rester en brousse et ont jugé bon de travailler désormais au profit de l'Etat congolais. Lors d'un entretien avec l'ACP ils ont affirmé qu'ils ne rentreront plus en brousse. Ils ont appelé ceux qui sont restés à venir travailler avec les FARDC.

Le colonel Kibibi s'est félicité de voir un groupe d'officiers Maï-Maï composé d'un lieutenant-colonel, de deux majors, d'un capitaine et d'un caporal venir intégrer l'armée

régulière. La reddition de ces Maï-Maï était facilitée par le comité de pacification du territoire de Fizi, un comité essentiellement chargé de la recherche d'une paix durable en territoire de Fizi.

Le coordinateur de ce comité Barbara Mabwe a appelé le gouvernement congolais en particulier et les ONG en général qui œuvrent pour la paix à leur venir en aide. Onze autres combattants Maï-Maï se sont rendus samedi dernier à l'état-major du 42^e secteur de l'Opération Amani Leo. Le commandant de ce secteur, le colonel Kalume BakariI a déclaré à l'ACP lundi que ces combattants se sont rendu de leur gré avec 8 armes, et qu'une autre vague de Maï-Maï pourrait suivre dans les jours qui viennent.

(RDC 4) Radio Okapi – 21/12

La population de la cité de Mulungu, dans le territoire de Shabunda au Sud-Kivu, se plaint de l'exploitation illicite des minerais à laquelle se livreraient les militaires FARDC des opérations Amani Leo de la 511^e brigade basé à Kigulube. Elle s'est exprimée à travers un mémorandum datant du 20 décembre, adressé au président de la République avec copies aux autorités tant provinciales que nationales.

La conséquence de cette exploitation fait que des villages entiers se sont vidés de leurs populations, selon la même source.

Cette information a été confirmée par l'administrateur adjoint du territoire de Shabunda. Dans ce mémorandum transmis aux autorités concernées par le truchement du chef de poste d'encadrement administratif de Mulungu, la population condamne ces militaires qui se livrent cette activité, au lieu de protéger la population contre les FDLR.

Pour sa part, l'état major de l'opération Amani Leo demande à la population de passer à son bureau pour dénoncer tous les militaires qui s'adonnent à cette pratique, noms et grades à l'appui, afin qu'ils répondent de leurs actes.

(RDC 5) AFP- 21/12

Des hommes en uniformes ont tué dans la nuit de dimanche à lundi cinq militaires et deux policiers lors d'une attaque contre un poste de police dans l'est de la RDC attribuée mardi par l'armée aux rebelles rwandais, mais revendiquée par une milice congolaise.

Selon un porte-parole des Forces armées de la RDC (FARDC), l'attaque a été menée par une quarantaine de rebelles hutus rwandais des Forces démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), associés à des déserteurs des FARDC, dirigés par un major ex-membre d'un groupe rebelle congolais rallié à Kinshasa début 2009. Le poste de police qui a été visé est situé à Mugogo, dans le territoire de Rutshuru, au Nord-Kivu, près de la frontière avec l'Ouganda.

Cinq militaires, deux policiers et trois assaillants ont été tués dans l'attaque et un capitaine infirmier a été capturé par les FARDC, a affirmé le porte-parole des FARDC au Nord-Kivu, le major Sylvain Ekenge, à l'AFP. Les assaillants ont par ailleurs enlevé trois personnes, dont un enfant, et se sont "retranchés dans le parc des Virunga, et nos troupes sont en train de les pourchasser", a poursuivi l'officier.

L'homme qui dirigeait l'attaque serait le major Patient Akilimali, déserteur de l'armée congolaise depuis octobre, et ex-membre du Congrès national pour la Défense du Peuple (CNDP), intégré aux FARDC début 2009. Mais un porte-parole d'une milice locale, le Front patriotique pour la Libération du Congo (FPLC), Aimé Munyakazi, a de son côté revendiqué l'attaque, précisant que le major Akilimali faisait partie du FPLC. "Ce sont les Forces nationales congolaises (FNC, la branche armée du FPLC) qui ont mené cette attaque" a-t-il affirmé, en donnant un bilan de huit soldats congolais tués.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2010/12/22/rutshuru-les-fardc-confirment-1%E2%80%99attaque-de-rugarama-par-les-fdlr-et-allies/>

(RDC 6) Radio Okapi – 23/12

Les autorités du groupement de Irhambi-Katana, en territoire de Kabare dénoncent les tracasseries dont sont victimes les habitants de la localité de Kabushwa, au Sud-Kivu. Des hommes armés et en uniforme s'adonnent à la récolte des produits agricoles dans les champs des paysans, affirment-elles.

Plusieurs sources concordantes, y compris la police locale, corroborent ces allégations contre certains militaires FARDC basés dans cette entité.

Le commandant de la police à Kavumu promet de s'impliquer personnellement pour dissuader les auteurs à renoncer à ces actes, qui, selon lui, creusent le fossé entre les forces de l'ordre et la population. En revanche, le commandant FARDC basé à Katana n'a pas été joignable.

- Province Orientale

(RDC 7) Radio Okapi – 24/12

Le chef d'encadrement de poste d'Etat d'Opienge dans le territoire de Bafwasende doit se rendre incessamment en forêt pour rencontrer le major Luc Yabili, leader Mai-Mai qui y est retranché depuis plusieurs mois. Cette recommandation a été faite, jeudi 23 décembre à l'issue de discussions de quatre jours à Opienge entre une délégation de la Monusco et celle des FARDC venue de Kisangani, ainsi que l'émissaire du major Luc Yabili.

Les discussions ont porté sur le processus de pacification de cette région, qui a trop souffert des affres de la guerre ayant opposé, depuis plusieurs mois, les FARDC aux éléments Mai-Mai fidèles au major Yabili. L'émissaire du major Luc Yabili a apporté un message de paix ainsi que quelques préoccupations de ce dernier. Le commandant des opérations de la 9ème région militaire et membre de la délégation venue de Kisangani, le colonel Eugide Kongolo, a aussi souligné : « La hiérarchie m'a envoyé apporter un message de paix à la population d'Opienge et, en même temps, écouter celle-ci sur différentes propositions pour améliorer la collaboration entre les FARDC et la population. »

Pour sa part, la délégation de la Monusco a rassuré sur la possibilité d'organiser un programme Démobilisation, désarmement et réinsertion (DDRR) pour les combattants, mais à condition que le processus avance rapidement; vu qu'il ne reste que deux mois seulement pour ce programme de désarmement volontaire des combattants résiduels.

Le chef d'encadrement de poste d'Etat d'Opienge a été chargé d'aller rencontrer le major Luc Yabili pour le rassurer de la collaboration du gouvernement dans le processus de pacification de la région d'Opienge.

- **Équateur**

(RDC 8) Radio Okapi – 23/12

Mille trente-cinq cas de viols des femmes et des filles ont été enregistrés dans le Sud-Ubangi, un accroissement de 407 cas par rapport à l'année 2009. C'est ce qu'indique le rapport d'activités pour l'année 2010, présenté le mardi 21 décembre, par la Synergie de lutte contre les violences sexuelles de ce district de l'Équateur.

Selon la coordonnatrice de cette structure, Elisabeth Bukasa, cet accroissement est dû au viol de plusieurs femmes pendant l'insurrection du Mouvement de libération indépendante et des Alliés (MLIA).

Huit cent sept d'entre elles ont bénéficié de la prise en charge sanitaire, psychologique et judiciaire. Les autres, celles de Dongo, Kungu et Libenge notamment, n'ont pas pu être prises en charge à cause de l'insurrection, affirme le rapport.

Quinze présumés auteurs de viol ont été arrêtés et deux d'entre eux ont été condamnés, selon la même source. Les autres personnes poursuivies par la justice n'ont pas pu être jugées, faute de magistrats au parquet de Gemena, ou se sont évadées de la prison.

La Synergie condamne des arrangements à l'amiable proposés par certaines autorités locales entre les victimes et les auteurs de viol, au lieu de les déférer devant la justice.

Le rapport fait état de 30 femmes violées qui ont réussi à réintégrer dans leurs foyers. Elisabeth Bukasa déclare que sa structure a vulgarisé la loi portant répression des actes de violences faites aux femmes et aux filles et créé trente structures de gestion, de médiation et de résolution des conflits pour la réinsertion des victimes des viols dans leurs foyers.

(RDC 9) Radio Okapi – 23/12

La situation sécuritaire au parc national de la Salonga, en territoire de Monkoto, à l'Équateur, se détériore de plus en plus avec la présence des braconniers et des rebelles du MLIA (Mouvement de libération indépendante et alliés) qui y ont trouvé refuge, selon plusieurs sources concordantes, y compris les sources administratives locales. Ces rebelles et ces braconniers se comportent au parc de la Salonga comme dans une jungle. Ils y font la loi et n'hésitent pas à tuer des civils, rapportent quelques ONG qui opèrent encore dans cette région.

Après leur débâcle à Dongo et à Mbandaka en mai dernier, des rebelles de MLIA ont trouvé refuge dans cette réserve où ils sont allés grossir les rangs des braconniers. Munis d'armes de guerre, ils se livrent à toutes sortes de trafic et tuent des personnes qu'ils croisent sur le chemin. Leurs dernières victimes, sont quatre personnes qu'ils ont massacrées dont un comptable d'Etat de Monkoto, selon les sources qui ne précisent pas les circonstances de ces

crimes. Et à cause de l'insécurité entretenue par ces hors-la-loi, les opérations de vaccination des enfants n'ont pu avoir lieu.

Presque toutes les ONG qui travaillent dans ce territoire ont également abandonné leurs activités. L'assistance humanitaire du PAM et de la FAO n'y arrive pas non plus.

Le commissaire du district de la Tshwapa, Willy Iseko, confirme l'existence de l'insécurité persistante au parc de la Salonga et souligne que la situation date de quelques mois déjà. Rien n'est fait, dit-il, pour restaurer l'autorité de l'Etat dans cette réserve située à cheval entre les provinces du Kasai-Occidental, de Bandundu et de sa province de l'Equateur. La même source dit avoir saisi plusieurs fois les autorités hiérarchiques. Aucune réaction, d'après lui. Et dans l'entre-temps, la situation se détériore au jour le jour, allégation que confirment différents services publics locaux.

Aux dernières nouvelles, les autorités sécuritaires annoncent l'arrestation de cinq braconniers par la police à Monkoto. Mais, faute de moyen de transport, elles ne savent pas les acheminer à Boende. D'où l'appel de ces autorités à l'assistance de la Monusco.

Vie politique...

(RDC 10) Radio Okapi – 19/12

Au cours d'un point de presse, ce dimanche 19 décembre à Mbandaka, le secrétaire général adjoint du Mouvement de libération du Congo (MLC), Jean-Lucien Bussa, a réaffirmé que son parti participera aux prochaines élections et aura des candidats à tous les niveaux en vue d'assurer le changement en RDC. Le moment venu, a-t-il poursuivi, le MLC fera des alliances au avec d'autres partis politiques.

Arrivé la veille au chef-lieu de la province de l'Equateur, Jean-Lucien Busa a expliqué à la presse locale la vision de son parti pour les prochaines élections en RDC en vue d'améliorer de manière substantielle, selon ses propres termes, la vie sociale du peuple congolais.

Après sa rencontre avec la presse locale, le secrétaire général adjoint du MLC, accompagné de quelques députés nationaux, est allé à Bikoro, territoire situé à 128 Kilomètres de Mbandaka. Sa mission sur place consiste à sensibiliser la population en perspective de prochaines élections. Le souhait de Jean-Lucien Bussa est de voir la population de l'Equateur s'enrouler massivement. Car, a-t-il affirmé, du nombre d'enrôlés dépend le nombre de sièges à pourvoir.

(RDC 11) Radio Okapi – 20/12

Au cours d'une conférence de presse, samedi 18 décembre à Kinshasa, le député Modeste Bahati Lukwebo, président de l'Alliance des Forces démocratiques du Congo (AFDC), a proposé la révision de la loi portant organisation et fonctionnement de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) en incluant la société civile.

Selon lui, c'est la seule voie de sortie pour la mise en place du Bureau de la Ceni. Il accuse la classe politique de vouloir une chose et son contraire. « La classe politique a voulu que la société civile soit exclue de la Ceni. Alors que c'est au sein de la société civile qu'on doit trouver logiquement les personnalités indépendantes », a-t-il déclaré.

Le député Bahati demande de se référer à la proposition du Sénat qui a suggéré une commission composée de dix délégués de la majorité, huit de l'opposition, huit autres de la société civile ainsi qu'un bureau composé de neuf personnes.

(RDC 12) Radio Okapi – 20/12

Au cours d'un point de presse samedi 18 décembre à Bunia, dans le district de l'Ituri, le bureau fédéral de l'Union des patriotes congolais (UPC) a confirmé la convention d'alliance politique que ce parti cher à Thomas Lubanga a conclu avec l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe. Selon les bureaux fédéraux de ces deux parti en Ituri, ce mariage vise la victoire aux prochaines échéances électorales en RDC à tous les niveaux.

L'UPC et l'UNC ont signé, le 12 novembre à Kinshasa une alliance qui stipule aussi que l'Union pour la nation congolaise mettra tout en œuvre pour soutenir la candidature de l'UPC, notamment lors de l'élection du gouverneur de la province de l'Ituri.

Le président ad intérim de l'UPC, John Tinanzabo, explique pourquoi avoir porté le choix sur Vital Kamerhe avec son parti : « Nous avons conclu cette alliance à l'issue des pourparlers et après avoir pesé le charisme et le leadership du candidat que nous avons adopté. »

Au cours de la présentation officielle, dimanche 19 décembre à Bunia, du comité fédéral de l'UNC, son secrétaire exécutif chargé de la jeunesse, Patrice Kalambay, a confirmé cette information, sans donner trop de détails à ce sujet : « Je confirme ce mariage. Sur le plan politique, vous savez ce que vise les partis politiques: la conquête du pouvoir et la bien-être de la population. »

(RDC 13) Radio Okapi – 21/12

Le président de l'Ordre des démocrates républicains (ODR), le député Roger Lumbala, rejette la proposition de révision de la loi électorale, faite le samedi 18 décembre par son collègue Modeste Bahati Lukwebo, pour élargir le bureau de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Pour ce parti d'opposition, un bureau pléthorique, posera beaucoup de problèmes.

Pour Roger Lumbala, la majorité au pouvoir doit cesser de s'immiscer dans le processus de désignation des représentants de l'opposition à la Ceni.

(RDC 14) Radio Okapi – 21/12

La Commission électorale indépendante (CEI) a diminué le nombre de centres d'enrôlement au Nord-Kivu, a affirmé le député national Ayobangira Savunra.

Il pense que cette situation ne facilite pas l'enrôlement de plusieurs personnes, qui ne pourront pas effectuer plusieurs dizaines de kilomètres pour arriver aux centres d'inscriptions qui ne sont installés qu'aux chefs-lieux des groupements. Il plaide pour que la CEI tienne en compte la densité de la population et la superficie des entités pour installer ses centres.

(RDC 15) Radio Okapi – 21/12

Un groupe de neuf leaders se réclamant co-fondateurs de l'Union pour la reconstruction du Congo (UREC) ont résolu d'exclure du parti leur président, Oscar Kashala, candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2006. Ils ont pris cette décision à l'issue de leur conclave de deux jours, samedi 18 décembre à Kinshasa. L'intéressé a dénié la qualité aux initiateurs de cette démarche.

Les participants à ce conclave ont affirmé vouloir sortir leur parti de sa longue léthargie dans laquelle, Oscar Kashala l'a plongé. Le secrétaire général de l'UREC, Yvon Mubengayi, a déclaré : « On a fait une longue réflexion pour comprendre qui était à l'origine de cette léthargie. Les conclusions nous ont poussés à comprendre que c'est le président. La première résolution c'est qu'Oscar Kashala n'est plus président de l'UREC. »

La deuxième résolution conclave porte, selon la même source, sur l'expulsion d'Oscar Kashala du parti. Yvon Mubengayi a poursuivi : « L'UREC a opté pour le leadership impersonnel du parti. C'est-à-dire que l'UREC ne peut plus avoir des présidents co-fondateurs ou des présidents à vie. Pour le moment, le nouveau président n'est pas encore voté, nous attendons le congrès. »

De son côté, Oscar Kashala s'est déclaré, depuis les Etats-Unis, toujours le seul président de l'UREC. Il a, par ailleurs, affirmé qu'Yvon Mubengayi et sa bande ne font plus partie de sa formation politique l'UREC depuis 2006. Pour lui, ce groupe d'anciennes personnalités du parti sont manipulées par ses adversaires politiques.

(RDC 16) Radio Okapi – 24/12

Une rencontre a réuni, jeudi 23 décembre, le coordonnateur de l'Union pour la Nation (UN), Clément Kanku et Etienne Tshisekedi, président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Ils ont notamment échangé sur les modalités de constitution d'un front commun de l'opposition et d'un programme commun.

Selon le coordonnateur de l'UN, la réunion a démontré la volonté commune de l'UDPS et de l'UN d'évoluer ensemble avec les autres forces de l'opposition pour remporter les élections de 2011.

Clément Kanku a expliqué avoir mis sur pied un cadre de concertation avec le leader de l'UDPS. Il a par ailleurs indiqué qu'il entreprendra des démarches avec d'autres partis d'opposition.

(RDC 17) Radio Okapi – 24/12

L'ancien secrétaire général du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), Kambasu Ngeve, a annoncé son adhésion au Parti du peuple pour la reconstruction et de la démocratie (PPRD) jeudi 23 décembre à Kinshasa.

Il a expliqué qu'il ne partageait plus la même vision politique avec le CNDP. « J'ai adhéré au parti que dirige le président de la république parce que j'ai estimé que toutes les raisons qui nous ont poussé à faire la guerre ne tenaient plus », a-t-il expliqué.

Kambasu Ngeve a indiqué qu'il avait pris en compte l'implication du chef de l'Etat dans la pacification de toute la région des Grands Lacs. « Et au vu de mes convictions, j'estime que d'abord il nous fallait la paix pour ce pays », a-t-il poursuivi.

Justice, Droits de l'homme...

(RDC 18) Radio Okapi – 19/12

Le 25e congrès de la Conférence internationale des barreaux de tradition juridique commune de la francophonie qui s'est tenu à Kinshasa du 15 au 18 décembre a adopté quelques recommandations dont celle de l'exigence d'un procès juste et équitable dans l'affaire Firmin Yangambi, lui-même avocat.

À ce propos, le bâtonnier congolais Mbuyi Mbiye, élu au poste de président en exercice de la CIB, Conférence internationale des barreaux, a exprimé toute la solidarité de la confrérie envers le président de l'ONG « Paix sur terre ».

Lire l'article en entier sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2010/12/19/kinshasa-le-congres-du-barreau-francophone-plaide-pour-un-proces-juste-et-equitable-dans-l%E2%80%99affaire-firmin-yangambi/>

(RDC 19) AFP – 20/12

Un journaliste d'une radio dans l'est de la RDC est détenu depuis vendredi par les services de renseignements après avoir animé une émission portant sur le dernier discours du président congolais Joseph Kabila, a-t-on appris lundi de sources concordantes.

Robert Shemahamba, journaliste à la radio privée Mitumba, émettant à Uvira, dans la province du Sud-Kivu (est), a été "convoqué vendredi dans les locaux de l'Agence nationale de renseignements (ANR) et depuis, il y est toujours détenu", a déclaré à l'AFP Jean-Berckmans Lulatsha, journaliste de la même radio.

"L'officier de police judiciaire (OPJ) voulait l'entendre sur procès verbal mais devant l'insistance du journaliste d'être assisté par un avocat, l'OPJ n'a pas voulu et a décidé de l'enfermer jusqu'à ce jour", a-t-il ajouté. Selon lui, M. Shemahamba a animé le 12 décembre une émission intitulée "Franc parler" au cours de laquelle ses invités, notamment des représentants des partis d'opposition et de la majorité, ont abordé des sujets d'actualité, dont le dernier discours du président Kabila sur l'état de la Nation.

Les auditeurs qui participent à l'émission "le taxent d'être un partisan de PPRD (parti présidentiel)", s'étonne M. Lulatsha, selon qui le journaliste a été "placé à l'isolement. On n'autorise aucune visite. Même sa femme qui lui apporte à manger ne le voit pas".

Un autre journaliste d'Uvira, Dominique Kalonzo, correspondant de la radio Maendeleo à Bukavu (Sud-Kivu), a affirmé à l'AFP être recherché par l'ANR pour avoir participé à l'émission animée par M. Shemahamba. "Ma maison est encerclée par les agents de l'ANR. Je vis en clandestinité quelque part à 5 km de la ville", a-t-il déclaré à l'AFP.

(RDC 20) ACP – 21/12

Le seigneur de guerre Gédéon Kyungu Mutanga, chef du mouvement insurrectionnel Mai-Mai au Nord-Katanga, a été condamné à mort par la Cour militaire du Katanga qui a siégé jeudi en chambre foraine au cercle privé de la SNCC à Lubumbashi.

Il était poursuivi pour crime de guerre, crime contre l'humanité, terrorisme et homicide commis au "Triangle de la mort", zone située entre les territoires de Mitwaba et Pweto, district du Haut-Katanga, à Manono dans le Tanganyika et à Malemba-Nkulu dans le Haut-Lomami. Le premier président de la Cour militaire du Katanga, le colonel Simon Kalongo qui a prononcé ce verdict, a indiqué, dans la lecture de rappel du jugement antérieur des prévenus, que l'arrêt portait sur les 103 victimes de la partie civile contre M. Gédéon Kyungu Mutanga et ses 25 membres.

Le recrutement d'enfants mineurs dans son mouvement, les violences sexuelles, travaux forcés et disparition de personnes sont autant d'autres infractions retenues à charge de ce seigneur de guerre.

Me Michel Kayembe, avocat de la partie civile, s'est réjoui de cette sentence qui condamne Gédéon Kyungu à la peine capitale et ses membres à différentes années de servitude pénale selon les grades et fonctions des opérateurs du mouvement.

Pour sa part, Me Arsène Nkulu, avocat de la défense, a déploré les conditions dans lesquelles le verdict s'est passé, car selon lui, les prévenus n'ont pas écouté le jugement faute de sonorisation. Il compte, à cet effet, saisir la Haute Cour Militaire et la Cour pénale Internationale (CPI).

Le condamné Gédéon Kyungu n'a fait aucune déclaration à la presse par rapport au jugement porté contre lui.

Relations extérieures

(RDC 21) Radio Okapi – 21/12

Le gouvernement congolais proteste vigoureusement contre les propos qu'il juge inacceptables de l'ambassadeur français aux Droits de l'homme après sa visite en RDC. A l'issue de sa mission, François Zimeray avait qualifié de naufrage la situation des droits de l'homme dans ce pays. Dans une note verbale transmise mardi 21 décembre après-midi à l'ambassadeur de France en RDC, le ministre congolais des Affaires étrangères, Alexis Thambwe Mwamba, exhorte le diplomate français aux Droits de l'homme à la retenue.

Pour Alexis Tambwe Mwamba, les propos émanant d'une telle autorité, à savoir l'ambassadeur François Zimeray, sont à rejeter car « ils sont inadmissibles et regrettables. » Toujours selon le chef de la diplomatie congolaise, ces propos dénotent malheureusement d'un manque criant de maîtrise de la situation réelle en RDC, spécialement dans ce domaine précis des droits humains.

Alexis Thambwe Mwamba rappelle dans sa note que dans son dernier discours à la nation, le président Joseph Kabila a indiqué sa détermination à poursuivre sans relâche le combat pour les droits de l'homme.

Enfin, le patron de la diplomatie congolaise recommande qu'à l'avenir, et avant toute prise de décision inappropriée, « il serait plus indiqué qu'un personnage de ce rang puisse puiser à la bonne source toutes les informations utiles. »

Lire aussi les commentaires de Lambert Mende, porte-parole du gouvernement sous :
http://acpcongo.cd/index.php?option=com_content&task=view&id=11431&Itemid=56

(RDC 22) AFP – 21/12

Le président Barack Obama a supprimé la RDC de la liste des pays africains éligibles à un statut de partenaire commercial privilégié avec les Etats-Unis, a annoncé mardi la Maison-Blanche.

M. Obama a pris cette décision à l'occasion de la révision annuelle du programme Agoa (Africa Growth and Opportunity Act), imposée par la loi et qui prend en considération les avancées ou les reculs démocratiques des pays concernés.

"J'ai déterminé que la RDC n'effectuait pas les progrès nécessaires pour répondre aux critères" de l'Agoa, a indiqué M. Obama dans un décret. "J'ai donc décidé de mettre fin à la désignation de la RDC comme pays bénéficiaire" de ce dispositif, a-t-il ajouté, précisant que cette mesure prenait effet le 1er janvier 2011.

La version actuelle de l'Agoa a été instaurée par le Congrès américain en 2000. Il établit jusqu'en 2015 une coopération économique et commerciale avec le continent africain. Il facilite les exportations africaines vers les Etats-Unis pour soutenir le développement économique, mais aussi les réformes en Afrique subsaharienne.

Lire aussi sous :
<http://radiookapi.net/politique/2010/12/24/exclusion-de-la-rdc-de-l%E2%80%99agoa-mise-au-point-de-l%E2%80%99ambassade-americaine/>

Sur la politique américaine à l'égard de la RDC, lire sous :
<http://congosiasa.blogspot.com/2010/12/does-us-government-have-coherent-policy.html>

(RDC 23) AFP – 22/12

La RDC a jugé mercredi "totalement injustifiée" la décision du président américain Barack Obama de la priver du statut de partenaire commercial privilégié des Etats-Unis en raison de son bilan sur les droits de l'homme.

"Le gouvernement de la RDC prend acte de cette mesure (...) mais (la) considère comme totalement injustifiée", a déclaré Lambert Mende, porte-parole du gouvernement congolais, lors d'un point presse à Kinshasa. "Ce qui est dit comme justification de cette mesure est totalement faux. Les forces armées (de la RDC) ne sont pas à mettre sur le même pied d'égalité que les groupes armés qu'elles combattent. Même lorsque nos garçons commettent des actes répréhensibles, ils sont poursuivis et condamnés", a expliqué M. Mende.

M. Obama a pris cette décision à l'occasion de la révision annuelle de la liste du programme Agoa (Africa Growth and Opportunity Act), imposée par la loi et qui prend en considération les avancées ou les reculs démocratiques des pays africains concernés. "Le président Obama a

estimé que la RDC n'était pas éligible à recevoir les avantages de l'Agoa en 2011, parce qu'elle a échoué à répondre à ses critères", a expliqué un haut responsable américain à l'AFP. En l'espèce, "les forces de sécurité de la RDC et d'autres groupes armés continuent de commettre des violations des droits de l'homme à grande échelle, en particulier des viols", dans l'Est instable du pays, a souligné ce responsable sous couvert de l'anonymat.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/politique/2010/12/22/obama-exlut-la-rdcde-la-liste-des-partenaires-commerciaux-des-usa-lambert-mende-reagit/>

(RDC 24) APA – Belga – 25/12

La Commission européenne a accordé à la RDC un financement d'un montant de 50 millions d'euros, dans le cadre du mécanisme "FLEX Vulnérabilité" (V-FLEX) pour lui permettre de faire face aux conséquences de la crise économique, a rapporté l'agence de presse associée (APA), reçue samedi à Bruxelles.

"Un décaissement du VFLEX sous forme d'un appui budgétaire ciblé qui assure le paiement des salaires d'enseignants est la façon la plus appropriée de s'attaquer aux problèmes financiers dont souffre aujourd'hui la RDC, et pour lesquels une réaction rapide est nécessaire au vu de la situation fragile de son économie", a déclaré le chef de délégation de l'UE en RDC, Richard Zink.

Ce financement se fera sous la forme d'un appui budgétaire ciblé qui permettra au gouvernement congolais de maintenir son niveau de dépenses publiques dans les domaines prioritaires, notamment dans le secteur de l'éducation, et ce sans menacer la stabilité macro-économique. Le décaissement est conditionné à un audit de vérification de l'exécution des dépenses gouvernementales dans le domaine de l'éducation primaire et secondaire, couvrant l'ensemble du montant de l'action.

La RDC a été très fortement touchée par deux crises successives - alimentaire en 2007/2008 et économique et financière en 2008/2009. Cette situation est notamment due au fait que l'économie congolaise et les recettes de l'Etat dépendent en grande partie des secteurs les plus affectés, à savoir les exportations des matières premières minières et pétrolières ainsi que l'exploitation forestière. Bien que les prévisions économiques du FMI montrent une reprise en 2010, les répercussions de la crise se ressentent encore alors que les acquis restent fragiles, estime l'UE.

RWANDA

Vie politique...

(RWA 1) The New Times – 22/12

President Paul Kagame, yesterday, said that Rwanda will not allow anyone, whether inside or outside the country, to interfere with the progress that the Rwandan people have registered. He warned that anyone who attempts to destabilise the country, will regret their actions.

The President made the remarks, yesterday, while officiating at the opening of the 8th National Dialogue (Umushyikirano), at the Parliamentary buildings.

Kagame said that Rwanda, through hardship and sacrifice, has registered a lot of progress over the last 16 years and will not allow anyone to destroy the achievements.

He told those who want to dictate Rwanda's direction, that the Rwandan people alone can define their destiny and make their own choices.

In reference to the Rwandan fugitives who seek to portray themselves as politicians, including, Paul Rusesabagina, Kayumba Nyamwasa, Patrick Karegeya, Theogene Rudasingwa and Gerald Gahima, President Kagame said that the indicted criminals are like a few "useless cards" in a deck of "Aces" whose intentions are to mislead the over 11 million Rwandans who have chosen the right path of nation building.

Read the whole story under :

<http://newtimes.co.rw/index.php?issue=14481&article=36766>

Justice, Droits de l'homme...

(RWA 2) AFP – 22/12

Le rebelle hutu rwandais Callixte Mbarushimana a été mis en examen pour crimes contre l'humanité par un juge parisien pour son rôle présumé dans le génocide au Rwanda en 1994.

Secrétaire exécutif des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), M. Mbarushimana est visé depuis le 29 septembre par une information judiciaire à la suite d'une plainte en 2008 du Collectif des parties civiles pour le Rwanda (CPCR), pour "génocide" en 1994 au Rwanda. C'est dans le cadre de cette enquête que le juge d'instruction, René Cros, l'a mis en examen mardi pour "crimes contre l'humanité".

Ibuka ("souviens-toi", en langue rwandaise), la principale organisation de survivants du génocide, l'accuse de s'être "distingué dans les massacres de Tutsi" dans la capitale Kigali où, affirme encore l'organisation, il a même "fait massacrer" des collègues tutsi qui "travaillaient avec lui au PNUD" (Programme des Nations unies pour le développement).

Il est par ailleurs soupçonné des meurtres, viols, tortures et persécutions commis durant le conflit armé qui a opposé en 2009 son organisation aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et aux Forces rwandaises de défense (FRD).

M. Mbarushimana, 47 ans, a été interpellé le 11 octobre à Paris sur la base d'un mandat d'arrêt sous scellés délivré par la Cour pénale internationale (CPI). Début novembre, la cour d'appel de Paris a donné son feu vert à sa remise à la CPI, mais ses avocats ont formé un pourvoi en cassation. La Cour de cassation examinera son cas le 12 janvier.